
BOOK REVIEWS

LUCIAN BOIA

Primul Război Mondial. Controverse, paradoxuri, reinterpretări

(La Première Guerre mondiale.

Controverses, paradoxes, réinterprétations)

Bucarest, Humanitas, 2014

UN SIÈCLE après le déclenchement de la première conflagration mondiale, de nombreuses monographies, des éditions de documents et de mémoires voient le jour partout dans le monde, suscitant un vif intérêt dans les milieux scientifiques ainsi que dans l'espace public. Un livre qui a attiré notre attention assume dès le début un caractère de généralité (comme problématique, aire géographique, approche etc.). L'auteur tient à nous avertir qu'il s'agit d'un simple essai, qui, « n'étant pas une œuvre d'érudition, nous a permis de restreindre au minimum les références bibliographiques et de n'indiquer que les ouvrages d'où nous avons tiré des passages ou des interprétations personnelles des auteurs » (p. 6). De ce point de vue, le livre du professeur Lucian Boia témoigne d'une flagrante inégalité en ce qui concerne les citations, la reprise des idées et des interprétations. Ainsi, dans les trois premiers chapitres (qui, sur 54 pages, présentent surtout le cadre général, les causes de la guerre, une partie des principaux acteurs politiques et militaires), Lucian Boia inclut 15 notes en bas de page, respectivement des références à des ouvrages parus dans l'historiographie universelle avant 2012. Nous nous limitons de mentionner

que le professeur Boia a négligé quelques parutions récentes, qui traitent d'une manière plus nuancée les responsabilités ou la dimension humaine et matérielle de la Première Guerre mondiale, telles que Helmut Rumpler et Anatol Schmied-Kowarzik (dir.), *Die Habsburgermonarchie und der erste Weltkrieg, 2. Teilband. Weltkriegsstatistik Österreich-Ungarn 1914-1918. Bevölkerungsbewegung, Kriegstote, Kriegswirtschaft* (Vienne, 2014) ou bien *The Cambridge History of the First World War*, 3 vols., éd. Jay Winter (Cambridge University Press, 2014).

Dans la deuxième partie de son essai, structuré toujours en trois chapitres, qui s'étendent sur 51 pages, Lucian Boia ne paraît plus intéressé à fonder ses commentaires et (ré)interprétations sur des ouvrages et des visions historiographiques nationales et universels, étant donné qu'il n'y inclut que trois livres (dont l'un écrit par lui-même). Comme ces trois chapitres visent principalement l'espace roumain, l'auteur a préféré négliger délibérément une riche production historiographique sur ce thème, dont surtout un grand nombre d'auteurs étrangers : Liviu Maior, Nicolae Bocșan, Dumitru Preda, Keith Hitchins, Glenn E. Torrey, Paul Michelson, Jean Nouzille, Jean-Noël Grandhomme etc. La différence entre l'approche méthodologique des deux parties pourrait constituer la clef d'un message extravagant et commercial du livre de Lucian Boia. Dans les trois premiers chapitres, l'auteur esquisse quelques problèmes importants générés par la Première Guerre mondiale. Ces approches ne sont pas exhaustives elles non plus, ce qui pourrait expliquer

pourquoi l'auteur a omis quelques sujets qui jouissent, le dernier temps, d'une large audience parmi les spécialistes, telles que les études de genre, le féminisme et l'humanitarisme etc. Dans la première partie de son livre, Lucian Boia fait des commentaires et des (ré)interprétations sur la guerre, en invoquant ci et là un ouvrage ancien ou une parution plus récente. Dans les trois derniers chapitres, l'aspect d'essai devient plus visible, étant donné que l'auteur a recours à seulement deux sources bibliographiques (excepté, évidemment, son propre livre). Peut-on concilier la rigueur de l'argumentation avec la démarche de type essai, vu que l'auteur inclut sur quelques pages des données précises (principalement démographiques) dans la seconde partie de son livre, sans mentionner la source bibliographique ?

Ce qui frappe dans le volume ci-présent, c'est la quasi-absence de l'histoire contre-factuelle dans la première partie du livre, qui aurait pu contrebalancer la récurrence dans les trois derniers chapitres des interrogations du genre « Que ce serait-il passé si... ? ». Tous ces scénarios imaginés vont bien au-delà du sous-titre assumé sur la couverture du livre, les notions de *controverses*, *paradoxes* et *réinterprétations* ayant un champ sémantique très précis. Or, au fil des cinquante derniers pages de son ouvrage, d'une manière cliométrique, l'auteur met devant nous différentes questions, telles que « Que se serait-il passé si l'Autriche-Hongrie n'avait pas perdu la guerre ? » ou bien « Que se serait-il passé si le référendum aurait eu pour enjeu non seulement l'union, mais aussi le statut de la Transylvanie au sein de la Roumanie ? » et beaucoup d'autres, pour lesquelles il avance, évidemment, autant de scénarios possibles (nullement de (ré)interprétations).

Lucian Boia estime que l'entrée de la Roumanie en guerre en été de 1916 a été « une grande imprudence », et il accuse le

premier ministre Ionel Brătianu d'« avoir jeté le pays dans un désastre inimaginable » (p. 67-68). Certes, des recherches d'histoire militaire ont déjà révélé que l'armée roumaine n'était pas préparée à faire face à un front aussi vaste. Mais combien de pays belligérants dans la première conflagration mondiale ont été vraiment préparés à relever tous les défis militaires, économiques, démographiques, sociaux amenés par les quatre années et demi de guerre ? À la fin du quatrième chapitre, l'auteur passe en revue les scénarios que le roi Ferdinand et le premier ministre Ionel Brătianu auraient pu prendre en compte, outre l'entrée en 1916 en guerre aux côtés de l'Entente : l'option de joindre les Puissances centrales ou bien la solution de la neutralité. Il paraît que cette dernière variante aurait plu au professeur Boia, puisque « la Roumanie se serait présentée à l'issue de la guerre avec une armée intacte et aurait bénéficié de tous les moyens pour réaliser l'union des provinces roumaines. D'une certaine manière, et d'un point de vue historique, la neutralité aurait été la solution la plus avantageuse. Elle aurait épargné au pays les affreuses pertes causées par la guerre, matérielles et surtout humaines » (p. 84). En imaginant ce scénario, l'auteur ne cherche toutefois pas à se documenter comment un pays neutre à la fin de la guerre aurait-il pu, avec une armée intacte, doubler son territoire et sa population ?! La Serbie, par exemple, qui a lutté aux côtés de l'Entente, aurait définitivement obtenu en 1918, et surtout à la conférence de paix, tout le Banat jusqu'au Mureș, territoire qu'elle a d'ailleurs occupé à l'automne-hiver de 1918-1919. Aussi sommes-nous d'avis que si la Roumanie n'était pas entrée en guerre en été de 1916, le sud-ouest de notre pays actuel, c'est-à-dire le Banat, avec les départements de Timiș et Caraș-Severin, aurait été rattaché à la Serbie. Qui plus est, l'ouest de la Crișana et du Maramureș,

de Sătmar jusqu'à Arad (y compris les villes de Carei, Oradea, Salonta, Chişineu-Criş et Arad) serait resté à la Hongrie si la Roumanie ne s'était pas jointe à l'Entente en 1916. Lesquels des anciens empires ou États successoraux voisins auraient été d'accord de laisser à la Roumanie autant de territoire, sans que celle-ci eût tiré le moindre coup de feu entre 1914 et 1918, qui se sont unis de manière démocratique au Vieux Royaume en 1918 ? Si nous incluons le « si » plusieurs fois dans une équation explicative, il serait théoriquement possible d'aboutir à la solution tellement chère à Lucian Boia. Autrement, l'interrogation sur « combien de gens doivent mourir, soit-il pour accomplir l'idéal national ? » et l'affirmation que « l'ironie du sort veut qu'elle l'eût probablement acquis *gratuitement* », en faisant référence au territoire de l'ancienne Autriche-Hongrie uni à la Roumanie en novembre-décembre 1918, ne constituent que de simples spéculations cliométriques.

L'auteur met en doute le fait que l'idéal national eût été embrassé par tous les Roumains : « La plupart des Roumains, paysans (80 % de la population) et illettrés (60 %) avaient d'autres intérêts et d'autres soucis ; ils n'avaient probablement jamais entendu parler d'*idéal national* » (p. 69). Qu'il nous soit permis, même sans l'avoir mesuré (d'ailleurs le professeur Boia ne l'avait mesuré lui non plus, car il lui était impossible de le faire), d'énoncer que 77 % des paysans illettrés avaient entendu parler de l'idéal national dans les histoires racontées par leurs instituteurs et leurs prêtres ou bien par leurs fils qui avaient accédé au savoir. Ces paysans « incultes » ont forgé un pays tant en 1859 qu'en 1918, ont gagné l'indépendance de la petite Roumanie au prix de leur sang en 1877-1878 ! Ils savaient, dans leur ignorance, que les Moldaves, les Valaques et les Transylvains descendent tous de Rome et ont la même langue et la même

origine latine. Les émigrations ininterrompues des Transylvains vers la Valachie et la Moldavie (les élites comme le menu peuple), constantes au fil du temps, comme le démontrent les historiens Ştefan Meteş, David Prodan etc., ont alimenté cette conscience de l'origine commune et ont fait naître dans les cœurs des Roumains d'outre-monts une sensibilité à part pour leurs frères de Transylvanie. Nicolae Bălcescu nous a laissé probablement la plus belle description de cet espace transylvain, et le modèle symbolique unificateur réalisé par l'illustre historien romantique-nationaliste a pénétré, sous des formes frustes, dans la conscience de plus de 77 % des Roumains. Ici je dois admettre avec Lucian Boia qu'en 1916 ils avaient d'autres priorités, principalement le problème de la terre (le soulèvement des paysans en 1907 n'était pas loin !) et le souci de pourvoir à leurs besoins. Mais sur l'analphabétisme et la mobilisation politique-nationale pendant les derniers siècles on pourrait parler à l'infini. Nous avons en ce sens l'exemple le plus connu, celui des paysans roumains transylvains, analphabètes eux aussi en proportion de 95 %, et qui, en 1848-1849 ont suivi inébranlablement leurs leaders pour réaliser un idéal national et social.

Je n'ai pas l'intention de polémiquer au sujet des droits ethniques ou historiques de la Roumanie sur la Transylvanie en 1918, puisque le droit international mis en place à Paris en 1919-1920 a signifié le respect des principes wilsoniens, qui ont généré de véritables révolutions nationales en Europe centrale et du Sud-Est à l'issue de la guerre. Les déclarations et la conception politique du président des États-Unis, Woodrow Wilson, de réorganisation des frontières des États européens après la guerre ont joui d'une grande audience au sein des Roumains. Le concept de l'autodétermination nationale devenait petit à petit presque la

seule idée réitérée par l'élite politique roumaine de Transylvanie à l'automne de 1918. Le document rédigé à Oradea par les chefs des Roumains transylvains et lu par Al. Vaida-Voevod dans le parlement de Budapest, le jour du 18 octobre 1918, constituait une déclaration politique de principes, exprimant le souhait d'indépendance de la nation roumaine et de sécession de la Hongrie.

Tout ce qui s'est passé le 1^{er} Décembre 1918 à Alba Iulia – lorsque la population majoritaire de Transylvanie n'a fait au fond qu'exercer de manière démocratique son droit à l'autodétermination nationale – a conféré à l'union de cette province à la Roumanie aussi bien durabilité que légitimité. La résolution de la Conférence de Paix de Paris de reconnaître officiellement et internationalement l'union de la Transylvanie à l'État roumain avait principalement en vue l'acceptation d'une réalité géopolitique fondée sur une évidente majorité démographique des Roumains sur les territoires qui avaient choisi par plébiscite leur appartenance étatique. L'ont confirmé par leurs conclusions toutes les commissions d'experts étrangers venues en Transylvanie en 1919-1920, afin d'analyser les structures ethno-démographiques, notamment dans la zone de la future frontière avec la Hongrie, et qui ont formulé leurs propres versions au sujet de la frontière nord-ouest de la Roumanie. Par conséquent, l'argument démographique a joué en 1919-1920 un rôle fondamental dans la reconfiguration géopolitique de cet espace ayant appartenu à l'ancienne monarchie austro-hongroise.

Lucian Boia soutient que l'union de 1918 avantagait les Roumains transylvains, puisqu'ils allaient se joindre à l'État roumain et échapper à la domination hongroise, mais qu'ils perdaient en même temps « une partie de leur identité, celle d'habitants d'une autre partie de l'Europe » (p. 79). Pour jus-

tifier son idée, il affirme qu'« il suffit de faire usage des *représentations* selon lesquelles ils sont plus civilisés que les Roumains du Vieux Royaume » (p. 79). Si les paysans du Vieux Royaume avaient en 1916 d'autres priorités, comme M. Boia le soutient, qu'il nous soit permis de penser que les paysans roumains transylvains avaient eux aussi en 1918 d'autres priorités que celle de déplorer le fait de s'être « rompus » de l'Europe centrale. Nous ne nions pas que la société roumaine de Transylvanie était probablement plus homogène que celle du Vieux Royaume, que l'intellectualité transylvaine, par son origine sociale, était plus proche du monde rural, bien que les grandes discordances sociales fussent présentes également à l'intérieur de l'arc des Carpates (Teodor Mihali était un grand propriétaire terrien au nord de la province, alors que la famille Mocioni du Banat figurait parmi les plus riches familles de Hongrie etc.).

Certes, nous acceptons la thèse lancée par Lucian Boia selon laquelle au temps du dualisme austro-hongrois (1867-1918) la culture hongroise a connu une progression rapide parmi les Roumains transylvains. Mais quelle autre option pouvaient avoir les Roumains dans les conditions où toute la justice et l'administration étaient en hongrois, et lorsque les gouvernements de Budapest ont imposé avec obstination plusieurs lois concernant l'introduction obligatoire de la langue hongroise même dans les écoles confessionnelles ? Connaître une langue étrangère est une bonne chose, mais ne pas la connaître – il s'agit de la langue hongroise – signifiait pour les Roumains transylvains, jusqu'en 1918, s'exclure eux-mêmes d'une multitude de professions. Nous sommes, peut-être, subjectifs dans nos perceptions, mais nous ne cachons pas avoir senti, dans les trois derniers chapitres du livre, une certaine nostalgie d'une autre Autriche-Hongrie. Les scénarios liés à l'em-

pire bicéphale qui ne serait pas entré en col-lapsus en 1918 sont peints sous des couleurs qui émanent de la sympathie envers les anciennes structures impériales. L'Allemagne n'a pas « échappé », elle non plus, à une telle compassion, Lucian Boia invoquant l'appréciation d'un historien français qui est d'avis que « rarement dans l'histoire de l'humanité, un grand pays vaincu a été traité avec une telle sévérité » (p. 90). Nous nous serions attendus à ce que l'auteur fit preuve de la même compassion pour les conditions oppressives que les Puissances centrales avaient imposées à la Roumanie par la Paix de Buftea-Bucarest, au printemps de 1918, mais il se résume à les justifier par le fait que la Roumanie a attaqué l'Autriche-Hongrie en été de 1916 : « il est curieux que presque tous les historiens roumains dénoncent avec indignation la dureté de l'occupation allemande et l'injustice du traité, en oubliant que les Puissances centrales n'avaient pas attaqué la Roumanie, c'est justement l'inverse » (p. 77). L'auteur est, peut-être, atteint d'amnésie ou tout simplement ne sait pas que l'Allemagne a elle aussi attaqué en 1914 la Belgique et la France !

À la fin de ces brèves considérations au sujet de l'ouvrage analysé, nous nous permettons de nous demander quel a été son enjeu ? Un enjeu scientifique, professionnel, ou bien commercial, celui de stupéfier/choquer l'opinion publique passionnée d'histoire et d'assurer ainsi à ce livre un succès de librairie ? Les lecteurs, notamment les spécialistes de l'histoire du XIX^e et du XX^e siècles peuvent se prononcer en ce sens. À notre avis, de pareils ouvrages ne sont nullement bénéfiques à une historiographie qui cherche à se débarrasser de l'empreinte de son passé communiste.



IOAN BOLOVAN

GEORGE CIPĂIANU

**Catholicisme et communisme
en Roumanie, 1946-1955.**

**Une perspective diplomatique
française**

Cluj-Napoca, Ed. Fundației pentru Studii
Europene, 2014

C E LIVRE, d'un incontestable niveau scientifique, est dû à la minutieuse et pertinente recherche déroulée dans les archives par un réputé spécialiste de l'école historique de Cluj, le professeur George Cipăianu, qui correspond parfaitement au dicton « respecte les documents pour ne pas t'égarer! ». Le terme document y est employé en un sens académique, noble, car l'ouvrage réunit des témoignages à la fois intérieurs et extérieurs, qui s'appuient réciproquement, étant comparés aux données fournies par une riche bibliographie roumaine et internationale relative au sujet soumis à l'analyse. L'auteur maîtrise l'information, les résultats, les constats et les acquis de la bibliographie, qu'il compare et rallie aux sources déjà publiées ou inédites, en les soumettant au tamis fin d'une interprétation cohérente, pour arriver à la reconstitution d'un phénomène dans toutes ses composantes, principales et adjacentes, qui a tristement marqué l'histoire de la nation roumaine, tombée sous la férule du totalitarisme rouge du type moscovite et stalinien ; il s'agit de la suppression de l'Église roumaine unie à Rome, gréco-catholique, et à son intégration forcée dans l'Église orthodoxe roumaine.

Les documents sont les produits de l'époque, qu'ils reflètent dans tous leurs mécanismes et composantes convergentes, étant en ce sens une sorte d'émanation de l'époque dont ils révèlent les structures, les mouve-

ments dans le temps et l'espace, impliquant les forces du bien et du mal qui se confrontent en permanence sur le plan de la lutte entre la démocratie et la tyrannie – la tyrannie communiste représentant, avec le nazisme, l'un des régimes les plus abominables que l'humanité ait jamais connus.

De pareils régimes ont déshumanisé le monde, en jettent l'humanité dans les ténèbres des conflits sanglants, qui ont conduit à la perte de la race humaine et à la destruction des structures génératrices de progrès et de prospérité. Pour y remédier, il faut de l'effort, de la persévérance et du temps, pour que les évolutions reviennent sur leur chemin normal, démocratique, qui mène à la paix et à la tolérance, à la collaboration chrétienne et européenne. Cette situation montre que les cycles du mal et de la tyrannie se répètent dans l'histoire à des niveaux et dans des conditions différents ; la société doit les surmonter, choisir la bonne direction dans un monde « plus sûr pour la paix et la démocratie », selon les dires de Wilson.

Le professeur George Cipăianu a une longue expérience de recherche scientifique fondamentale de niveau académique, qu'il associe à son activité de professeur d'université, expérience acquise durant les 27 années de recherche effectuées à l'Institut d'Histoire et d'Archéologie de l'Académie Roumaine. C'est une expérience fondée sur le culte du document, qui l'a aidé à reconstituer dans des livres et des études de valeur le phénomène historique, révélant comment il s'est produit et expliquant pourquoi il s'est produit ; cette expérience a été pleinement fructifiée dans son activité didactique, dans ses cours sur l'histoire des relations internationales et la théorie des relations internationales, l'histoire du communisme et de la civilisation roumaine, à l'Université de Cluj et dans quel-

ques universités de France, en faisant la preuve du bon résultat que donne l'alliance entre le chercheur et le professeur, les déterminations et les influences réciproques entre ces deux vocations, les interdépendances entre national et international dans l'histoire, avec les bons et les mauvais moments, présentés dans leur confrontation réciproque.

En dehors de cette compétence professionnelle, la valeur du livre est donnée non seulement par la symbiose entre les documents d'archives, la bibliographie et l'interprétation fidèle, mais aussi par la perspective européenne et mondiale des événements, par l'appel à la diplomatie française, aux procédés et aux moyens par lesquels celle-ci a obtenu les informations et a renseigné les milieux diplomatiques sur la montée des démarches réprobables du régime communiste visant la liquidation de l'Église roumaine unie à Rome, le 1^{er} décembre 1948. Ce jour même est un jour heureux dans l'histoire des Roumains, mais l'année en soi est sombre, c'est l'an où les communistes ont provoqué une rupture totale dans l'évolution de la nation : l'abolition de la monarchie parlementaire, des institutions démocratiques, la persécution des personnalités de l'entre-deux-guerres, qui avaient assuré l'unité nationale de l'État et les réformes démocratiques, sociales et politiques ayant imprimé au pays un progrès démocratique et européen, entre 1918 et 1938.

Sous le régime communiste, les évêques de l'Église roumaine unie à Rome n'ont pas été les seuls à avoir été emprisonnés et à trouver leur mort dans les geôles communistes, à avoir été assignés à résidence ; à leurs côtés ont péri les orthodoxes Dinu et Gheorghe I. Brătianu, le frère et le fils de Ion I. C. Brătianu, premier ministre entre 1916-1919, qui avait joué un rôle impor-

tant dans la création de l'État de droit de tous les Roumains ; les gréco-catholiques Iuliu Hossu et Iuliu Maniu, ainsi que d'autres hommes politiques, accompagnés dans la souffrance et dans la mort par des officiers de l'armée royale roumaine, qui ont lutté dans la guerre de libération et de parachèvement de l'unité nationale des années 1916-1919. En 1919, par leur force et leur sacrifice, ont été défendus les votes de 1918 d'union de la Transylvanie, de la Bessarabie et de la Bucovine à la Roumanie. Ce processus a été profondément démocratique, s'encadrant dans le processus d'harmonisation et de démocratisation du système des frontières d'État en Europe de l'Est avec celui de l'Ouest, par la disparition des empires et des royaumes étrangers conquérants et leur remplacement par des États nationaux, devenus membres de la Société des Nations.

La Roumanie, la Finlande, les États baltes, la Tchécoslovaquie ont lutté entre 1918 et 1921 pour leur liberté, avec l'aide de l'Entente, réussissant à barrer l'extension du communisme vers Berlin et Vienne ; c'était l'époque où les communistes russes et hongrois rêvaient d'occuper et de bolcheviser la Pologne, pour passer ensuite en Allemagne, afin de s'allier ou groupement Spartacus de Karl Liebknecht et Clara Zetkin, tandis que Béla Kun voulait étendre, avec l'aide de Moscou, son régime en Autriche. En lançant l'internationalisme prolétaire contre les patries nationales démocratiques et chrétiennes, la I^{re} Internationale athée, instrument du gouvernement russe des commissaires du peuple, ces féroces babouins rouges irrespectueux des normes du droit interne et international, comme Winston Churchill les a bien caractérisés, a considéré la Pologne comme l'enfant monstrueux du système de Versailles, et la Roumanie parachevée comme un État impérialiste formé

par l'occupation de territoires « étrangers », malgré le fait que dans tous les territoires rattachés au pays en vertu du principe du droit à l'autodétermination, les Roumains étaient majoritaires. La réalité montre que l'impérialisme réel et dangereux se fait par le mensonge et la falsification grossière, par le renversement des vérités, qualifiant la victime de voleur et d'impérialiste, afin d'imposer leurs buts, de refaire les États anciens, teints de rouge prolétaire totalitaire.

Dans le passé il y a eu des projets, qui n'ont jamais été mis en pratique, de faire passer tous les orthodoxes, après 1850, à l'Église gréco-catholique ; ces projets émanaient de l'entourage de l'évêque Alexandru Sterca-Șuluțiu et du Chapitre de Blaj et étaient encouragés en sourdine par les ministres catholiques de Vienne, Leo Thun et Alexander von Bach. Șuluțiu a donné des circulaires en ce sens, les appels à la génération de l'union avec Rome se multipliant après l'installation de Șuluțiu en 1855 comme archevêque et métropolitain de l'Église gréco-catholique, qui avec les évêques suffragants d'Oradea, de Lugoj et de Gherla ont formé la province roumaine gréco-catholique. Șuluțiu affirmait que tous les Romains orthodoxes devaient comprendre la volonté de Dieu et de l'Empereur, de rallier l'Église unie à Rome, sous la direction du seul métropolitain qu'avait la nation. Admirateur de la Rome des Césars et de la Rome des papes, la plus grande et la plus puissante Église de Jésus-Christ, universelle par sa substance et sa structure, il croyait que si les Roumains devenaient gréco-catholiques ils seraient sympathisés et aidés par les Autrichiens, les Italiens, les Espagnols, les Français, les Portugais, qu'ils ne seraient plus menés par les Hongrois et réussiraient mieux avec leurs programmes politiques. Mais, dans la dynamique et la pratique de la société moderne, le facteur

confessionnel était primordial ; c'étaient les intérêts territoriaux, politiques nationaux concrets, la confrontation entre le monde ancien des empires et des royaumes et le monde nouveau, des États nationaux qui allaient être créés sur leurs décombres. La France et le Piémont catholiques ont battu l'Autriche catholique, la Prusse luthérienne et l'Italie catholique ont eu raison de l'Autriche catholique, plaçant la Lombardie et Venise à l'intérieur des frontières unifiées, ce qui a supprimé l'État pontifical, en faisant de Rome la capitale du nouvel État national.

Les leaders roumains les plus réalistes, qu'ils fussent gréco-catholiques ou orthodoxes, ont rejeté la proposition d'absorption de l'Église gréco-catholique et ont milité pour le développement libre des deux Églises, car elles étaient des institutions nationales protectrices de la langue, de la nationalité, des écoles confessionnelles roumaines. Ioan Maiorescu a conseillé à Şuluţiu de renoncer au prosélytisme catholique, afin de ne pas rester, avec les chanoines de Blaj, les seuls catholiques roumains en Transylvanie. Les deux évêques, Alexandru Sterca-Şuluţiu et Andrei Şaguna, ont été invités à ne pas désunir la nation, à ne pas tirer les Roumains l'un vers l'Occident catholique, l'autre vers l'Est orthodoxe ; chacun devait s'occuper de son Église et ses fidèles, concentrer ses efforts pour soutenir le mouvement d'affranchissement national. Certains prélats gréco-catholiques glorifiaient la culture supérieure créée par le monde catholique, plaisaient les orthodoxes de Transylvanie soumis à la hiérarchie serbe et ceux d'outre-monts qui envoyaient une partie de leurs revenus aux moines grecs, ce qui voulait dire que les Roumains nourrissaient la vache et d'autres allaient la traire. Mais les leaders gréco-catholiques remarquables étaient d'avis qu'au lieu de se

moquer les uns des autres, il serait mieux et plus utile que les gréco-catholiques, une fois affranchis de la suprématie du primat de Hongrie (Esztergom), se mettent à aider les frères orthodoxes à s'émanciper de la juridiction serbe de Karlowitz. L'empereur de Vienne lui-même a rejeté l'idée de la disparition de l'Évêché orthodoxe roumain de Transylvanie et, en 1864, l'a élevé au rang de métropole et archevêché pour la Transylvanie et la Hongrie, avec deux évêchés suffragants, Arad et Caransebeş, en l'affranchissant de la tutelle serbe.

Entre 1918 et 1921 le Royaume de la Grande Roumanie a surmonté la crise de 1907 et a distribué à la paysannerie 5.810.000 hectares, en opérant la plus radicale réforme agraire de l'Europe du Sud-Est. Mais, de plus en plus de voix dans l'espace public prétendaient que l'union nationale devait être suivie de l'unification confessionnelle, du « retour » des gréco-catholiques à l'orthodoxie. Ces projets ont échoué, car le régime de la monarchie parlementaire a déclaré l'Église gréco-catholique la deuxième Église nationale, par le Concordat de 1927-1929 avec le Saint-Siège, préparé par le ministre orthodoxe Vasile Goldiș, qui a réglementé la situation des catholiques de tous les rites de Roumanie, malgré l'opposition de certains prélats orthodoxes, comme Nicolae Bălan, le métropolite de Sibiu, et d'autres comme lui.

Cependant, si sous le régime autrichien et austro-hongrois ainsi que sous le régime roumain monarchique, l'absorption des gréco-catholiques dans l'Église orthodoxe s'est avérée irréalisable, sous le régime communiste totalitaire du type stalinien, imposé par l'Armée rouge, cette « performance » est devenue possible.

Le livre que nous présentons est structuré en deux parties principales, toutes les deux très instructives et intéressantes : une

étude de 132 pages et un corpus de 178 documents sont complétés de la bibliographie, la liste des résumés des documents, des illustrations et un Index.

Les observateurs des actions commises par les communistes roumains contre le catholicisme étaient des diplomates expérimentés : Jean-Paul Boncour, Pierre Charpentier, Philippe de Luze, Charles Gaire, René Jedy, Jean Deciry ; ils transmettaient les renseignements au Ministère des Affaires étrangères de France, d'où certains messages arrivaient au Saint-Siège, aux États-Unis d'Amérique et à d'autres États démocratiques, aux ambassades et aux légations françaises, ce qui témoigne de la dimension internationale de la question, comme l'auteur le remarque d'ailleurs à juste titre.

Les diplomates français de Bucarest traduisaient et envoyaient en France les textes qui révélaient les buts poursuivis par Gheorghe Gheorghiu-Dej, Ana Pauker, Stanciu Stoian dans des discours et des actions concrètes contre le Vatican, considéré comme « le principal acolite de l'impérialisme américain », alors qu'ils étaient les agents de l'impérialisme le plus dangereux – le communisme, comme l'a caractérisé le communiste Imre Nagy, qui s'est soulevé contre lui et l'a payé de sa vie.

Il était évident pour les diplomates français que la Roumanie communiste allait supprimer l'Église roumaine unie à Rome et l'incorporer dans l'Église orthodoxe, tout comme le patron de Moscou, Staline, le deuxième Hitler, a liquidé en 1946 l'Église gréco-catholique d'Ukraine, en l'intégrant dans l'orthodoxie, afin que la zone n'eût plus de relations avec l'Occident et le Saint-Siège, qui avait condamné à maintes reprises le communisme athée et le danger qu'il représentait pour la liberté de l'homme.

Y sont démasquées les manœuvres et les méthodes des communistes, à commen-

cer par la masquerade de Cluj (octobre 1948), où des prêtres gréco-catholiques traitres et d'autres, intimidés, ont déclaré qu'ils reviendraient volontairement à l'Église orthodoxe. Les diplomates français ont révélé au monde les arrestations, les tortures auxquelles étaient soumis les prêtres gréco-catholiques résistants qui n'avaient pas cédé à la politique de force, d'oppression, aux pressions des autorités.

L'ouvrage met en évidence les attitudes dignes des évêques gréco-catholiques, leurs protestations contre les persécutions qui les avaient jetés dans la prison, où ils ont vécu leur martyre. Ils ont été soutenus par la Nonciature et son régent, Gerald Patrick O'Hara, prélat américain d'origine irlandaise, qui constituait un solide point d'appui dans la résistance et la foi pour les évêques gréco-catholiques et romano-catholiques Áron Márton et Anton Durcovici. L'un après l'autre, les évêques Ioan Suciuc de Blaj, Valeriu Traian Frențiu d'Oradea, Alexandru Rusu de Baia Mare, Ioan Bălan de Lugoj ont été arrêtés, suivis de Iuliu Hossu de Cluj et Vasile Aftenie, le vicaire général de l'Église gréco-catholique du Vieux Royaume.

Les évêques catholiques des deux rites ont affirmé courageusement que le pontife roumain détenait le pouvoir suprême dans le cadre de l'Église, ayant autorité de créer, délimiter, modifier ou supprimer les diocèses, et que les évêchés de Blaj, Oradea, Lugoj, Gherla-Cluj, Baia Mare, Alba Iulia, Timișoara, Satu Mare, Iași avaient le droit d'exister et fonctionner avec leurs évêques, nommés par le pape, les chanoines par les évêques ou le Saint-Siège, l'Église ayant la possibilité de former le clergé dans les écoles, de créer et soutenir des écoles à tous les niveaux, d'accorder de l'assistance religieuse dans l'armée et les hôpitaux. Les biens de l'Église catholique devaient appartenir au culte, en cas de suppression d'une paroisse de l'Église.

Il était évident que l'Épiscopat catholique rejetait la Loi des Cultes imposée par le régime communiste, qui emprisonnait les évêques, dont certains ont trouvé leur mort en détention (Vasile Aftenie en 1950, Traian Frențiu en 1952, Tit Liviu Chinezu en 1955, Alexandru Rusu en 1963), ou en résidence forcée (Hossu à Căldărușani, Bălan à Ciorogârla).

Le régime communiste a échoué dans sa tentative de subordonner l'Église romano-catholique et a mis en liberté l'évêque Áron Márton, en 1955 ; celui-ci a été au début assigné à résidence à Alba Iulia, où il a reçu la visite « discrète » du diplomate français Jean Deciry. Pendant leur entretien, l'évêque lui a déclaré qu'il ne céderait pas aux injonctions du gouvernement et qu'il allait défendre la foi catholique, même si son Église était privée d'un statut de fonctionnement légalement reconnu. Le diplomate français informait aussi le Quai d'Orsay que des Roumains gréco-catholiques avaient refusé le « retour » forcé à l'Église orthodoxe et fréquentaient, à Cluj et ailleurs, la messe catholique du rite latin.

La dénonciation unilatérale du Concordat par le régime communiste de Bucarest a été suivie de l'expulsion du régent O'Hara et du personnel diplomatique de la Nunciature, qui jouissaient de la sympathie et de la solidarité des diplomates du monde occidental libre et démocratique. La diplomatie française, subtile et réaliste, a constaté que certains membres de l'ancienne hiérarchie de l'Église orthodoxe de Roumanie, le patriarche Nicodim en tête, ont refusé la fusion avec l'Église russe et entretenaient des relations cordiales avec le régent O'Hara. C'est pourquoi, plusieurs membres de la hiérarchie orthodoxe ont été mis à la retraite et isolés dans des monastères, étant remplacés par des ecclésiastiques obéissants, le patriarche Justinien Marina en tête, prêtres

à « recevoir les brebis égarées » gréco-catholiques dans l'Église orthodoxe, de même que les églises, les paroisses et d'autres biens, entrés dans la propriété de « l'Église mère » ou de l'État.

Les témoignages français ont fait connaître au monde les souffrances subies par le prince martyr Vladimir Ghika (1873-1954), devenu en 1931 protonotaire apostolique, figure ecclésiastique d'exception, aimé et apprécié en Roumanie et en France, comme au Vatican et dans le monde entier, un prêtre qui, suivant l'enseignement du Christ, soignait les malades, les lépreux et tous ceux qui souffraient, frappés de pauvreté. Contrairement à son frère Démètre Ghika, ancien ministre des Affaires étrangères, qui a quitté la Roumanie avec le Roi Michel, le prêtre martyr n'a pas abandonné sa vocation, restant en Roumanie aux côtés de ces malades, des déshérités et des marginalisés. Le 18 novembre 1952 il a été arrêté et soumis aux tortures ; à la suite d'un procès forgé de toutes pièces, il a été condamné à trois ans de prison, la confiscation des biens et une amende de 300 lei. Après son décès à Jilava, le 16 mai 1954, sa peine a été commuée en deux ans de prison ferme, à la suite de l'appel fait par son avocat, Guido Bondi. La tragédie subie par le prélat roumain a horripilé l'opinion publique internationale. Le Ministère des Affaires étrangères de Paris, la Légation de France à Bucarest ont essayé d'obtenir la libération du Monseigneur Ghika, qui était sollicitée aussi par l'abbé français Nicolas Masloff ; celui-ci a même proposé un éventuel échange avec un communiste détenu en France, ainsi que la béatification du Monseigneur Ghika après son décès. Le temps qui passe non seulement en faveur du mal, mais aussi en faveur du bien, a fait venir la béatification du prince martyr et la résurrection de l'Église unie à Rome dans une Roumanie émancipée du

communisme, démocratique et membre de l'Union européenne et de l'OTAN.

En guise de conclusions, nous recommandons chaleureusement aux spécialistes ce livre écrit avec professionnalisme et compétence, tout en regrettant qu'il n'ait pas été publié en édition bilingue, en français et en roumain, aussi bien le texte historique que les documents, afin de permettre l'accès d'un public plus large à sa lecture.



DUMITRU SUCIU

GÉNÉRAL HENRI BERTHELOT

Memorii și corespondență (1916-1919)

(Mémoires et correspondance, 1916-1919)

Introduction par GLENN E. TORREY,
traduction du français par MONA IOSIF
Bucarest, Ed. Militară, 2012

VINGT-SEPT ANS sont déjà passées depuis que les notes à caractère autobiographique du général Henri Berthelot relatives à la Roumanie au temps de la première conflagration mondiale ont vu le jour (*Mémoires et correspondance 1916-1919*, édité, avec une introduction biographique, par Glenn E. Torrey, New York, Columbia University Press, 1987). C'est le mérite de l'historien Glenn E. Torrey d'avoir contribué, avec la rigueur d'un véritable professionnel, à la mise en valeur de cette partie des Mémoires du grand homme d'armes. Malgré l'intérêt des historiens roumains pour les considérations du général français sur son séjour roumain, la première édition roumaine de ce texte n'a été mise en circulation qu'au bout d'une décennie (*Jurnal și corespondență 1916-1919*, traduction du français vers le

roumain par Oltița Cântec, édition, étude introductive et index par Gheorghe I. Florescu, Iași, Cronica, 1997; II^e édition parue à Cluj-Napoca, Presa Universitară Clujeană, 2000) et, malheureusement, sans être accompagnée de l'excellente introduction de l'historien américain. La présente édition vient combler cette carence, le public roumain ayant ainsi l'opportunité de connaître le commentaire avisé de Glenn E. Torrey sur l'auteur du manuscrit.

Le professeur Glenn E. Torrey, réputé spécialiste de la Première Guerre mondiale, a étudié avec persévérance et objectivité les différentes facettes que cette violente confrontation a vêtues dans l'espace roumain. Le texte du général Berthelot (son journal et la correspondance qu'il a entretenue avec Louise, sa belle-sœur, et Georges, son neveu, sur qui il a veillé après le décès de son frère, Joannes) deviennent beaucoup plus intéressants une fois mis sous la loupe du spécialiste extérieur, qui est capable de traiter sans parti pris les notes autobiographiques du haut officier français.

L'historien américain nous avertit dès le début sur la double manière dont le général Henri Berthelot a été perçu, de son vivant et après sa mort, en France et en Roumanie. Bien que le général ait joué des rôles de première importance, recevant des tâches auprès du Grand Quartier Général français ou participant, en qualité de commandant de troupes, à plusieurs batailles sur le front occidental, sa patrie ne s'est pas hâtée de lui accorder la place qu'il méritait dans la galerie des plus illustres hommes d'armes du siècle passé. Il n'en fut pas de même en Roumanie, où les efforts du général Berthelot d'élever le degré d'instruction des soldats roumains et de dynamiser les actions militaires sur le front de l'Est l'ont transformé en un véritable symbole de la renaissance de l'armée roumaine et ont fait de lui un fondateur

de la Grande Roumanie (étant donné ses démarches destinées à redonner aux Roumains leur dignité nationale). Partant de cette bivalence de la mémoire du général Berthelot, Glenn E. Torrey guide le lecteur, avec tact et compétence, à travers la biographie de l'homme d'armes, suivant de près le *cursus honorum* de celui qui allait représenter un exemple d'ordre et de rigueur pour l'armée et même pour la société roumaine. L'éditeur montre non seulement que le futur général a embrassé la carrière de son père (qui avait été capitaine de gendarmes) ou qu'il a étudié à la plus importante institution d'enseignement militaire (l'École Spéciale Militaire de Saint-Cyr), mais aussi que sa personnalité alliait à merveille les exigences de la profession de militaire de rang supérieur (vision stratégique, esprit offensif, discipline, responsabilité) avec des qualités humaines telles que l'intelligence, la persuasion, la bonhomie, la sociabilité, la sincérité, l'optimisme.

Si le déclenchement de la Grande Guerre a trouvé Henri Berthelot auprès du Grand Quartier Général de Joseph Joffre (général devant lequel le futur chef de la Mission militaire française en Roumanie n'hésitait pas à soutenir courageusement ses opinions, qui pesaient lourd dans la prise des décisions), à la fin de 1914 il était à la tête d'un groupe de divisions antérieurement en réserve, dont les victoires remportées ou les défaites subies ont influencé l'évolution de la guerre sur le front de l'Ouest. La contribution substantielle du général Berthelot au déroulement des opérations militaires allait cependant se consommer sur le front oriental, suite à sa nomination à la tête de la Mission française en Roumanie. Selon Glenn E. Torrey, cette nomination n'était pas accidentelle, elle tenait compte du profil professionnel et humain dressé par le comte de Saint-Aulaire, le ministre français à Bucarest.

L'activité de la Mission militaire française en Roumanie a été dès le début placée sous le signe de l'incertitude, étant donné que les ordres donnés ne précisaient pas clairement la manière dont elle devait se rapporter aux institutions militaires roumaines ou à celles de son grand allié de l'Est, la Russie. Le tact et l'habileté du chef de mission étaient donc essentiels pour éviter de léser les orgueils des autorités militaires roumaine ou russe, sans pour autant rater les objectifs de la Mission. Cette situation tendue, associée à la série d'échecs enregistrés sur le champ de bataille, a fait que la Mission militaire française en Roumanie ne débute pas sous de favorables auspices. Le journal du général Berthelot surprend non seulement le fil rouge du déroulement de la guerre sur le front roumain, mais aussi les convulsions spécifiques d'un temps aussi trouble. Il a le mérite d'avoir mis en lumière, à travers le filtre de la raison et de la sensibilité de l'auteur, des faits, personnages, événements, caractères humains, intrigues, renversements de situations, dénouements etc., tout en offrant au lecteur la chance de pénétrer derrière le front ou de découvrir les affaires de coulisses. Le général Berthelot nous fait ainsi savoir l'intention des leaders politiques roumains de lui offrir un poste de commande dans l'armée roumaine (chef du Grand Quartier Général), les principales carences du fonctionnement de l'armée roumaine (dotation déficitaire, méconnaissance des principes de déroulement de la guerre moderne et l'erreur de stratégie au sujet des réserves), la confiance dont il jouissait auprès des souverains roumains, son plan de défense des frontières et la réticence des chefs de l'armée russe de s'impliquer totalement sur le front roumain, les détails de l'organisation et du déroulement de « la bataille pour Bucarest », le retrait de l'administration et de l'armée roumaines en

Moldavie – situation qui a obligé la Mission militaire française à changer de rôle, s’occupant moins du déroulement des opérations et insistant surtout sur l’instruction et la réorganisation de l’armée. D’autres aspects concernent les animosités avec le corps des officiers russes – qui ne cachaient pas leur méfiance à l’égard de la Mission dirigée par Berthelot –, les insistances de Stavka au sujet du retrait des institutions roumaines et des civils en Russie et l’opposition du général Berthelot à ce plan, différents détails sur les visites du général français en Russie, ses efforts de convaincre les décideurs de Paris de l’importance de soutenir la Roumanie, la situation de la Roumanie après le déclenchement de la Révolution russe et la dissolution de l’Empire tsariste. La victoire de l’armée roumaine en été 1917 a malheureusement été mise dans l’ombre par la défection des soldats russes, ce qui a ouvert la possibilité d’une paix séparée entre les Puissances centrales et la Roumanie.

Le journal du général Berthelot nous permet de pénétrer au cœur de ces événements et de connaître les efforts déployés par le haut officier français pour éviter à la Roumanie la situation de pays humiliée à l’issue de la guerre. Étant donné son échec à cet égard, la Mission militaire française quitta la Roumanie et, jusqu’à l’automne 1918, quand il allait revenir sur le front de l’Est, le général Berthelot entreprit un voyage aux États-Unis, où il réussit à trouver des solutions favorables aux différends apparus entre Paris et Washington, et participa, en qualité de commandant de la 5^e Armée française, aux batailles de Reims. En octobre 1918, le général Berthelot était à nouveau sur le front oriental, cette fois-ci pour préparer une opération militaire dans le sud de la Russie et pour convaincre la Roumanie de rentrer en guerre. Ses notes sur cette seconde mission sont tout aussi

riches en informations, retraçant les actions entreprises par le général français et l’évolution des événements dans la région jusqu’en mai 1919.

Par la publication de ce manuscrit il y a trois décennies, l’historien Glenn E. Torrey a rendu un pieux hommage à la fois à son auteur et au pays que le général français considérait comme sa « seconde patrie ».

□

LUCIAN TURCU

GABRIEL MOISA (dir.), MARIA BERÉNYI, ANA BORBÉLY, ELENA CSOBAI, EMILIA MARTIN, TIBOR HERGYÁN

Cultura și istoria românilor din Ungaria

(La culture et l’histoire des Roumains de Hongrie)

Cluj-Napoca, Academia Română, Centrul de Studii Transilvane, 2013

LHISTOIRE DES communautés roumaines des États voisins de la Roumanie est un sujet d’actualité aussi bien dans notre historiographie que dans celle de ces pays, où vit depuis des siècles un nombre inégal de co-nationaux (dans certaines zones ils n’ont jamais appartenu à l’État roumain, mais ont continué à préserver leur identité ethno-linguistique). C’est ce qui explique la fondation à Bucarest, il y a presque deux décennies, d’un département qui soutient des projets culturels au profit des Roumains de ces territoires. Dans ce contexte, toute parution est bienvenue et nécessaire à la bonne compréhension de l’évolution et de la situation actuelle de ces communautés historiques.

Le Centre d’Études Transylvaines de l’Académie roumaine s’est proposé dès sa

re-fondation en 1991 d'entretenir des relations de collaboration sur le plan scientifique et de soutenir par différentes actions et événements les initiatives venues des élites culturelles des Roumains qui vivent dans les pays voisins de la Roumanie. Les nombreuses conférences, expositions, écoles d'été qu'il organise tous les ans sont destinées à entraîner un nombre toujours plus grand de spécialistes, hommes de culture, professeurs, étudiants et élèves de Moldavie, Ukraine, Hongrie, Serbie, Bulgarie. L'un des projets les plus récents auquel cette institution académique a collaboré est la publication de cet ample volume sur l'histoire et la culture des Roumains de Hongrie (projet réalisé avec le soutien financier généreux du Conseil départemental de Bihor).

L'ouvrage ci-présent n'a pas la prétention d'être une monographie au sens classique de la communauté des Roumains de Hongrie et n'a pas été conçu sous cette forme. Cela n'empêche que l'impression du lecteur, après l'avoir parcouru, est d'avoir appris l'essentiel sur le passé séculaire et le présent des Roumains du pays voisin. Le livre a d'ailleurs toutes les qualités d'une véritable approche monographique. Structuré en huit chapitres, il offre des informations précieuses sur l'histoire des Roumains de Hongrie et sur la manière dont elle est reflétée dans les écrits historiques, et dévoile des aspects inédits sur le mouvement culturel, la langue, l'ethnographie de ces communautés. Le coordinateur du volume est le professeur d'université Gabriel Moisa, réputé chercheur de l'historiographie roumaine de Hongrie, qui a publié en 2010 un livre consacré à ce thème. Maria Berényi, directrice depuis plus de deux décennies de l'Institut de Recherches des Roumains de Hongrie, bien connue aussi bien en Hongrie qu'en Roumanie, est l'auteur d'une étude de cas qui reconstitue des

aspects historiques et culturels de la vie de la colonie macédo-roumaine de Buda et de Pest aux XVIII^e et XIX^e siècles. Elle met en avant le rôle extrêmement important de cette branche de la romanité orientale balkanique dans le vie économique et financière de la Hongrie et de l'Empire autrichien ainsi que dans le développement national-culturel des Roumains de ces lieux. Les chapitres signés Gabriel Moisa, Maria Berényi, Ana Borbély, Elena Csobai, Emilia Martin et Tibor Hergyán sont unitaires et en même temps complémentaires, répondant à un souci d'intégration.

L'appel à l'interdisciplinarité est visible non seulement dans la manière d'aborder le sujet – explicable, étant donné la spécialisation de chacun des auteurs en histoire, historiographie, littérature, histoire de la littérature, démographie, ethnographie, linguistique – mais aussi dans le contenu de chaque chapitre, ce qui confère à ce volume complexité, viabilité et objectivité axiologique. Les auteurs ont eu recours à plusieurs sources de documentation, depuis les collections publiées de documents historiques, ethnographiques et linguistiques, la presse du temps, les enquêtes dialectales sur le terrain, à l'investigation des fonds documentaires des paroisses orthodoxes et gréco-catholiques ou des Archives nationales hongroises. Tous les chapitres bénéficient d'une bibliographie, qui dévoilent aussi le stade de la recherche du thème en question, ainsi que de nombreuses illustrations (en couleur ou noir et blanc), qui font croître la valeur de l'ouvrage.



IOAN BOLOVAN
LIANA LĂPĂDATU